



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

MINISTRE DE LA SANTE
AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE
(A N S S)



**Atelier National de la Cartographie des Ressources pour le Règlement
Sanitaire International et la Sécurité Sanitaire du 29-31 Juillet 2021 à
Kindia Hôtel Cissé**



Juillet 2021

Table des matières

I-	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II-	OBJECTIFS	4
III-	DEROULEMENT DES TRAVAUX	4
IV-	PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ATELIER	14
V-	RECOMMANDATIONS.....	20
VI-	PROCHAINES ETAPES.....	21
VII-	Annexes	22

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI - 2005), la Guinée à l'instar des autres pays a élaboré son plan d'action national de la sécurité sanitaire (PANSS) pour la période 2019-2023 après l'évaluation externe conjointe (EEC) des capacités du pays, elle s'est inscrite dans la perspective de la réponse à cette obligation internationale. La mise en œuvre des interventions dans le domaine du RSI est consécutive à la survenue de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE), qui a causé de dégâts économiques et humains considérables en Guinée entre 2014 et 2016.

Le PANSS définit l'ensemble des stratégies d'interventions et activités nécessaires pour renforcer le système multisectoriel de la sécurité sanitaire : Prévention, Détection, Réponse et autres Dangers relevant du RSI. Ce plan stratégique a fait l'objet de revue à mi-parcours pour mesurer les progrès mais aussi les goulots et les pistes de solutions avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes.

Les constats dégagés ont relevé des insuffisances et des problèmes auxquels sont confrontés les acteurs de mise en œuvre, d'où, l'idée du cadre de plaidoyer en faveur de la mobilisation accrue des ressources. Ce besoin de cartographier les ressources du RSI a été initié en vue d'établir le répertoire par domaine d'intervention des Partenaires Technique et Financier, pour plus de visibilité sur les efforts des uns et des autres aussi leur impact en termes de sécurité sanitaire.

Ainsi, le Ministère de la Santé à travers l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSS) en collaboration avec ses partenaires technique et financier en particulier l'OMS a organisé l'atelier national de la cartographie des ressources du RSI et de la sécurité sanitaire du 29 au 31 Août à Kindia, Hôtel Cissé.

Au terme de l'année 2023, la cible fixée par le pays en collaboration avec les partenaires, est d'atteindre pour l'ensemble des indicateurs des dix-neuf domaines techniques du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) le score 4. Au de la de ce score, le pays mobilisera les ressources nécessaires pour assurer le maintien des acquis de façon pérenne et atteindre le niveau de score 5 pour l'ensemble des indicateurs.

De même, le REMAP étant un outil de décision qui sera mis à la disposition du gouvernement pour faciliter la mise en œuvre du PANSS en vue de l'amélioration des capacités du RSI. Aussi, il faut reconnaître qu'il y a des activités qui se passent sous les radars à bas bruit, ce travail intelligent permettra de détecter les différents appuis. La mise en convergence permettra également dans les prochaines évaluations d'avoir le score souhaité.

II- OBJECTIFS

2-1 Objectif général

Réaliser la cartographie des ressources pour le Règlement Sanitaire International (RSI) et la Sécurité Sanitaire.

2-2 Objectifs spécifiques

- Donner une meilleure visibilité des ressources disponibles et potentielles pour la sécurité sanitaire afin d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (PANSS) et d'autres plans relatifs à la sécurité sanitaire ;
- Faciliter le partage d'informations entre le pays, les partenaires et les donateurs, y compris des données sur les investissements et les activités des partenaires, sur les besoins et les lacunes des pays et sur l'efficacité des crédits alloués aux activités de préparation de la santé publique et de sécurité sanitaire ;
- Encourager la collaboration et les synergies grâce à l'harmonisation des efforts du pays, des donateurs et des partenaires en vue d'une préparation du renforcement des capacités nationales de prévention, de détection et de réaction ainsi que de la santé publique ;
- Fournir des informations factuelles pour mesurer l'efficacité des investissements, ainsi que pour l'allocation et la répartition des ressources nécessaires au renforcement de la sécurité sanitaire.

III- DEROULEMENT DES TRAVAUX

Le présent atelier a regroupé les acteurs des différents secteurs concernés : Ministère de la Santé, de l'Élevage, l'Environnement, l'Agriculture, les partenaires techniques et financiers (OMS, OIM, CDC/AFENET, Expertise France, REDISSE, FAO). Il s'est déroulé à Kindia sous le leadership du Ministère de la Santé et l'appui des experts de l'OMS. En effet, l'ouverture de l'Atelier a été marquée par trois interventions :

- le mot du représentant l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui a planté le décor tout en souhaitant la bienvenue à tous les participants.
- le Vice-président de la plateforme One Health a rappelé l'importance de la multisectorialité dans le renforcement des capacités du RSI tout en saluant les efforts que l'OMS et les autres partenaires ne cessent d'apporter dans le cadre de l'amélioration de notre Système Sanitaire.
- le représentant du Ministère de la Santé (le Directeur Adjoint des Laboratoires) a ouvert officiellement l'atelier tout en souhaitant la bienvenue à tous et en sollicitant la participation effective de tous pour fournir le maximum, pour qu'à la sortie de cet atelier

de disposer d'un document pouvant servir à améliorer le Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire.



Après la cérémonie d'ouverture, la présentation du représentant du Ministère de la Santé Animale, point focal Zoonose a été faite notamment un rappel sur le processus d'élaboration, d'actualisation et de priorisation du PANSS. Globalement, au moment de la validation du PANSS, la Guinée a visé le score 4 pour l'ensemble des 19 domaines du RSI. Ainsi, des activités ont été planifiées de façon multisectorielle pour résoudre les différents gaps identifiés lors de l'évaluation Externe Conjointe. L'expert de l'OMS a présenté l'outil REMAP pour orienter les participants sur son remplissage et son importance tout en rappelant les principes de priorisation des activités.

Les participants ont été répartis en quatre (4) groupes de travail :



1- « PREVENIR » : (Législation, Coordination RSI, RAM, SSA, SSB et Vaccination);



2- « DETECTER » : (Laboratoire, Surveillance, Notification, Développement du personnel) ;



3- « RIPOSTER » : (Préparation, Interventions d'urgence, Lien entre Santé Publique et sécurité, Moyens médicaux et déploiement de personnel, Communication sur les risques);



4- « AUTRES DANGERS RELEVANT DU RSI » : (Points d'Entrée, Evènement d'origine chimique et Situations d'urgence radiologique).



Chaque groupe était en charge de :

- Prioriser 2 à 3 activités planifiées dans le PANSS par domaine technique qui peuvent réellement améliorer le système ;
- Évaluer l'état de mise en œuvre des activités du PANSS ;
- Cartographier les ressources pour soutenir la mise en œuvre du PANSS ainsi que les activités en cours ou déjà réalisées dans le cadre du RSI qu'elles soient planifiées ou pas.

Par la suite, les différents partenaires techniques et financier (Expertise France, OIM, CDC/AFENET, FAO, REDISSE, OMS) ont présenté de façon brève leur champ d'intervention et les principales réalisations depuis 2019 ainsi que les perspectives en cours avec l'appui de ces partenaires en termes d'investissements. Au-delà du PANSS, ils contribuent à améliorer le système dans son ensemble. Il faut souligner que certains partenaires et hautes autorités ont intervenu en ligne.

-Expertise France : investit beaucoup plus sur la RAM (Résistance aux antimicrobiens) dans le contexte one Health, c'est un projet initié à la suite de l'évaluation externe conjointe (JEE). Il dispose une ligne budgétaire pour la PCI (Prévention et contrôle des infections), en fin 2021 un projet de capitalisation des acquis de la PCI sera mis en œuvre. Éventuellement un nouveau projet avec la FAO le « New génération » est dans les perspectives, vue les problématiques auxquelles sont confrontés nos gents une étude socio-anthropologique sera menée pour évaluer nos comportements et le fonctionnement du personnel médical.

Pour pérenniser les actions il envisage une formation diplômante (un DU) en lien avec l'Université de Conakry et l'Université de Strasbourg pour renforcer la Sécurité Sanitaire en Guinée et il continue à appuyer les ERARE/EPARE dans la surveillance et la riposte.



-OIM : investit dans différents domaines techniques mais beaucoup plus axé sur la gestion Sanitaire aux frontières, il a contribué à l'évaluation des points d'entrée et de les catégoriser sur 3000 Point d'Entrée 41 (2 PoE nationaux, 11 PoE préfectoraux et 29 PoE communautaires) sont retenus, il a élaboré une feuille de route nationale pour renforcer leur capacité, conformément à cette feuille de route un voyage d'étude a été initié au Sénégal pour s'inspirer des réalités au niveau des frontières en 2019, il a élaboré les modules de formation sur la SMIR au niveau des points d'Entrée qui a permis de former 123 Agents Communautaires sur le guide SMIR équipés et déployés sur le terrain , il contribue également à la mise en place des plateformes une seule Santé ,au suivi et à l'installation des sites de prélèvement COVID-19, à la formation des journalistes dans le cadre du RSI, il a réhabilité certaines infrastructures, il a élaboré un plan d'intervention d'urgence de Santé publique au niveau de l'aéroport il compte le faire pour le port et la même chose sera faite pour les points d'Entrée terrestre, un comité technique est mise en place pour la coordination globale des activités de renforcement au niveau des Points d'Entrée.

Il intervient au niveau des services en charge de l'application de lois (la police, la protection civile, la gendarmerie et l'armée), une feuille de route qui doit définir clairement comment les services en charge de l'application de la lois pourront intervenir auprès de la Santé dans le cadre de la riposte contre les urgences de Santé publique sera élaboré, il est entrain aussi de voir comment transformer la protection civile en office nationale de la protection civile ceci

pourrait renforcer leur capacité, OIM joue une grande partition dans la mise en œuvre des exercices de simulations.

Il vient de signer le projet de réhabilitation de cinq (5) postes de Santé (Baala, Thuo, Gouela, Kourémalé, Boumdoufourdou),



-CDC/AFENET : Intervient beaucoup plus dans le cadre de la surveillance avec un appui technique et financier, il soutient un programme de formation académique (FETP) en Guinée ce programme a été initié en 2016, le programme a formé 213 agents de Santé (Humaine, Animale et Environnementale) de la première ligne et 35 pour le niveau intermédiaire, actuellement 20 agents sont déjà proposés pour la nouvelle cohorte 2021-2022. AFENET a travers CDC son partenaire financier vise à renforcer les capacités du personnel de Santé dans le cadre du One Health. Il soutient également le DHIS2, il prévoit former trois (3) cohortes de la première ligne dans la région de N'zérékoré qui prend en compte les préfectures de Beyla, Guéckédou et N'zérékoré. Chaque année il envisage former une cohorte du niveau intermédiaire et deux (2) de la première ligne, il intervient également dans les autres domaines, un appui technique dans l'élaboration des plans stratégiques, CDC est un acteur principal dans l'exécution des exercices de simulation, et aussi à travers le projet IDDS intervient dans l'appui au diagnostic des maladies à potentiel épidémique, en équipant et formant le personnel du laboratoire.



-**OMS** : est le principe acteur dans le suivi de l'application du RSI dans tous les états membres de l'OMS, il a participé à tout le processus depuis la mobilisation des ressources pour l'évaluation interne du RSI, ensuite une mobilisation des fonds et des techniciens pour le JEE pour définir les capacités des différents domaines techniques, après elle a appuyé l'élaboration et la validation du Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire, beaucoup de fonds ont été mobilisés à travers les séances de plaidoyer auprès des bailleurs de fonds notamment la Banque Mondiale, la BAD, GAVI..... Et d'autres coopérations bilatérales exemple la coopération Allemande, Coréenne..., en utilisant aussi ses ressources internes au niveau du pays ,de AFRO et du siège, elle intervient dans tous les domaines techniques du RSI avec un appui technique et financier, dans les situations d'urgences il travaille en étroite collaboration avec le Ministère tant sur l'élaboration des stratégies, plans, procédures, des documents normatifs et dans la coordination de toute urgence, l'OMS sera en charge du suivi de l'application du RSI à tous

les niveaux, elle est entrain de recruter des points focaux one Health sous financement du bureau régional.



-FAO : Elle intervient beaucoup plus dans les activités de la Santé Animale, aussi au niveau du système des laboratoires, la Biosécurité Bio-sureté, le renforcement des capacités du personnel et la Résistance aux anti-microbiens, elle appuie aussi la formation en épidémiologie de terrain donc un appui technique et financier.

-REDISSE : n'est pas un acteur de mise en œuvre plutôt en charge de mobiliser les ressources financières, c'est un projet de 10ans, pour la première fois la Guinée a bénéficié d'un montant de 30 000 000 de Dollars, à l'évaluation à mi-parcours du projet des recommandations ont été formulées entre autres tous les pays doivent établir un processus de planification efficace pour produire le plan de travail annuel budgétisé ainsi que l'ensemble des documents d'appui, ce plan doit être un plan national tiré du PANSS.

Il intervient en synergie d'action avec Expertise France dans la Résistance aux antimicrobiens, il fait un appui financier des activités de la communication sur les risques et également des actions au niveau des points d'entrée. Le projet REDISSE jusque-là a couvert neuf (9) domaines de RSI et six (6) initialement prévus dans le PANSS, cela montre la flexibilité de la Banque Mondiale. Il a financé la mise en place des structures de la plateforme une seule Santé au niveau des préfectures et des sous-préfectures, la mise en place des sites sentinelles choléra et aussi le système de surveillance de la Santé animale à travers l'appui du réseau (REMGUI),

il a financé la fourniture de 189 motos tout terrain, des véhicules, de kits de protection des AC, 300 plateformes dans le cadre de la transmission des données à temps réel.

Il a équipé toutes les directions préfectorales et régionales en matériels informatiques, l'achat de la connexion internet à la Direction nationale des grandes endémies et la Direction nationale des services vétérinaires, il travaille en collaboration avec Expertise France dans la l'élaboration de certains documents. Il fait aussi un appui financier que ça soit sur la RAM, le système des laboratoires ; la gestion des déchets biomédicaux. Pour ce qui concerne le renforcement des capacités du laboratoire REDISSE finance à hauteur de 6,10 millions de dollars, il a financé le stage des cadres au Maroc en assurance qualité, et au Sénégal en microbiologie, en bactériologie et en sérologie ; il a équipé le laboratoire en engins roulants, réactifs et consommables pour la détection des maladies à potentiel épidémique à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ; un appui technique par le recrutement d'un consultant international pour appuyer le laboratoire, dans le cadre de la riposte à COVID-19 il contribue à l'achat des tests COVID-19 ,des réactifs et consommables aussi deux cars pour le laboratoire mobile, il est dans le processus d'acquisition des séquenceurs pour les laboratoires , dans les perspectives il travaille avec la FAO pour assurer l'interopérabilité entre le système de surveillance de la santé animale et humaine (DHIS2 et EMA-i), il a un financement à hauteur de :

- 11 millions de dollars pour la composante surveillance
- 6,8 millions de dollars pour le laboratoire
- 3,8 millions de dollars pour la préparation et interventions d'urgences
- 4millions 110milles de dollars pour la composante ressources humaines
- 3,5millions de dollars pour la coordination et appui institutionnel.

Après les partenaires le représentant du Ministère a présenté le récap des activités priorisées par domaine technique, et l'expert de l'OMS a présenté les résultats de la cartographie avec l'outil REMAP.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire est intervenu tout en saluant l'initie et le travail abattu, invite tous les partenaires vue leur panier d'intervention malgré leur optique doit l'améliorer en tenant compte des réalités du pays réorienter certains financements. Il sollicite une rencontre avec les différents acteurs par pilier du RSI pour voir leur fonctionnement.

Ensuite le représentant pays de l'OMS a encouragé le processus et invite tous partenaires à œuvrer dans ce sens et orienter les ressources pour améliorer le PANSS et le RSI.

IV- PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ATELIER

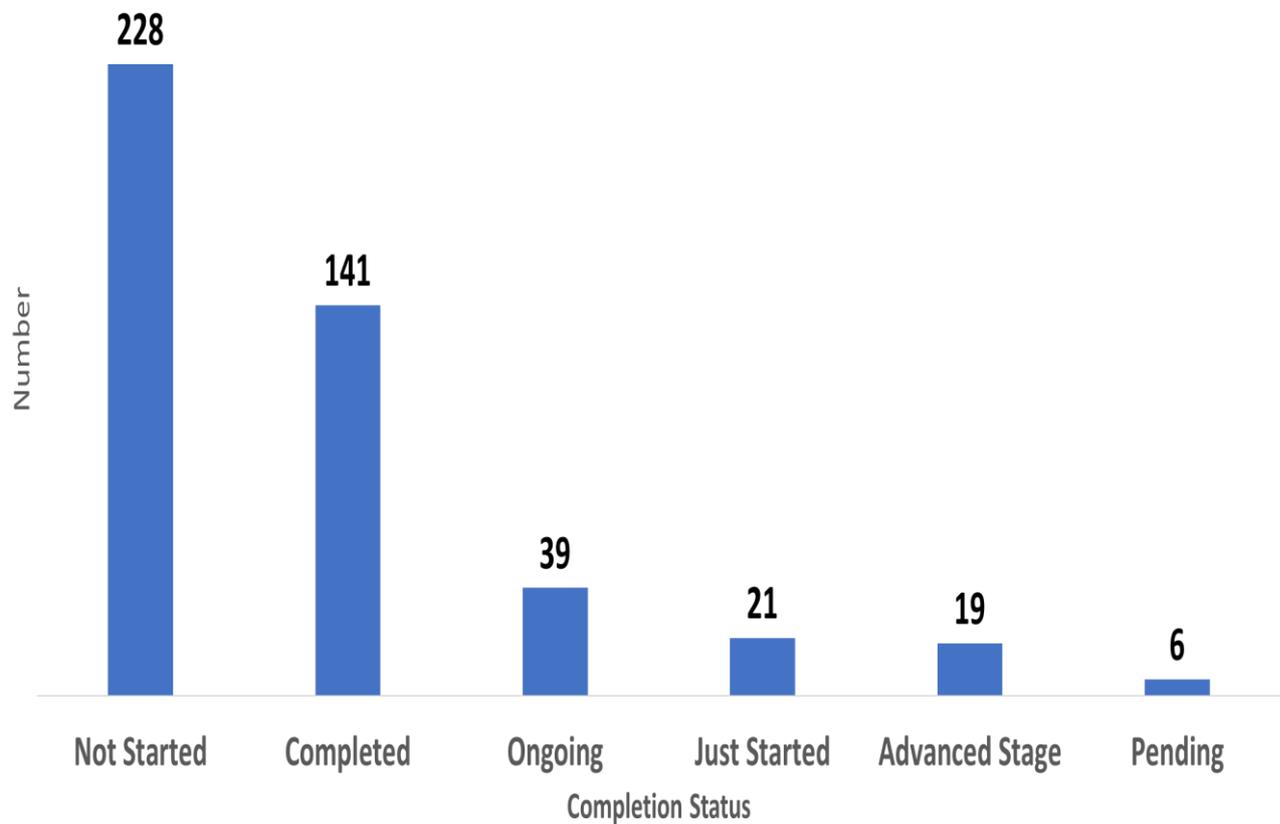
Il est important de rappeler que ce résultat obtenu corrobore à celui de l'évaluation à mi-parcours,

La performance de mise en œuvre du PANSS est de 33%, malgré les différents efforts conjugués de la partie nationale et des partenaires technique et financier, beaucoup d'activités sont menées mais ne cadrent pas trop avec la planification faites lors de l'élaboration du PANSS, sinon on devait avoir un pourcentage assez élevé que ça.

Concernant les activités prioritaires et les recommandations du JEE seul 40% des activités sont exécutées, nous espérons bien que les activités priorisées pourront nous aider à améliorer notre performance.

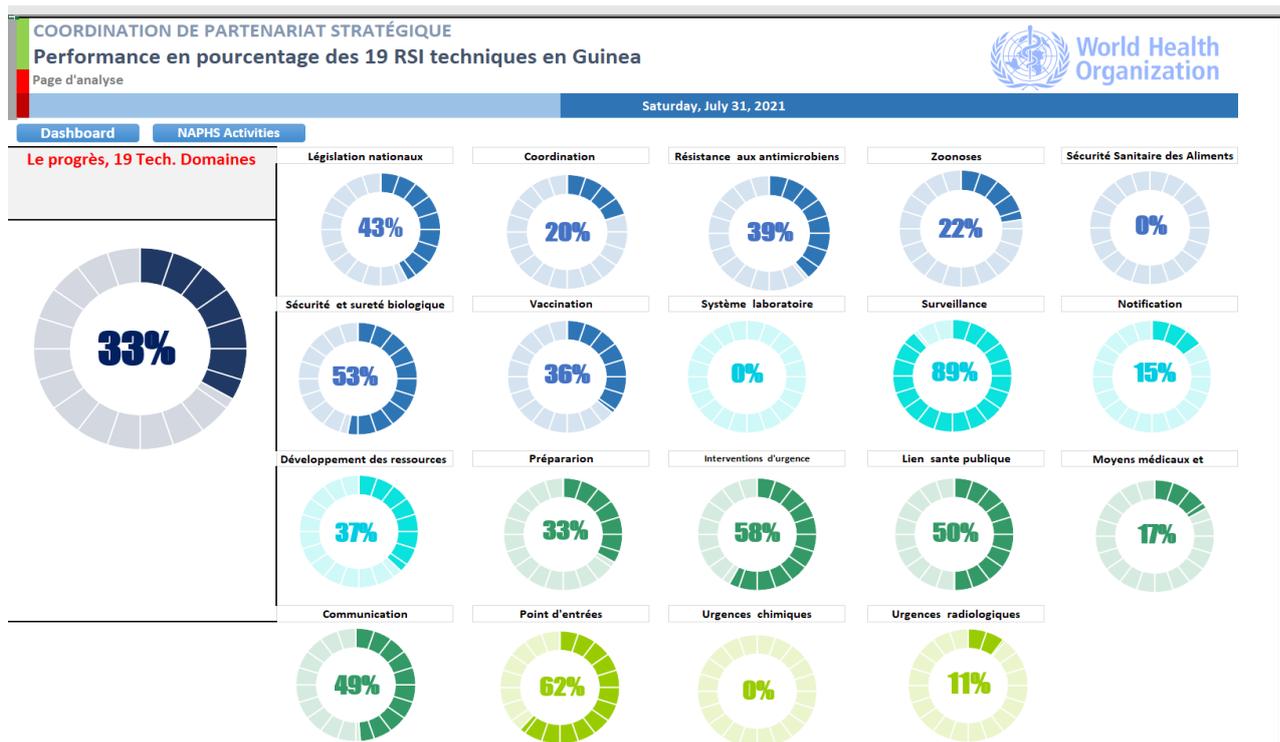
Beaucoup de fonds ont été injectés dans la riposte mais y a très peu de fonds dans la préparation, aussi bien dans le domaine de détection et les autres dangers relevant du RSI qui a un seul domaine qui bat les ails les points d'entrées avec l'appui de OIM. Les deux autres domaines urgences radiologiques et évènements chimiques sont restés intacts depuis le JEE.

Quatre-cent cinquante-quatre (454) activités sont planifiées ; deux-cent vingt-huit (228) ne n'ont pas commencé, cent-quarante-un (141) pas complétement finit, trente-neuf (39) encours, vingt-un (21) vient juste de commencer, dix-neuf (19) est à un stade commencé.



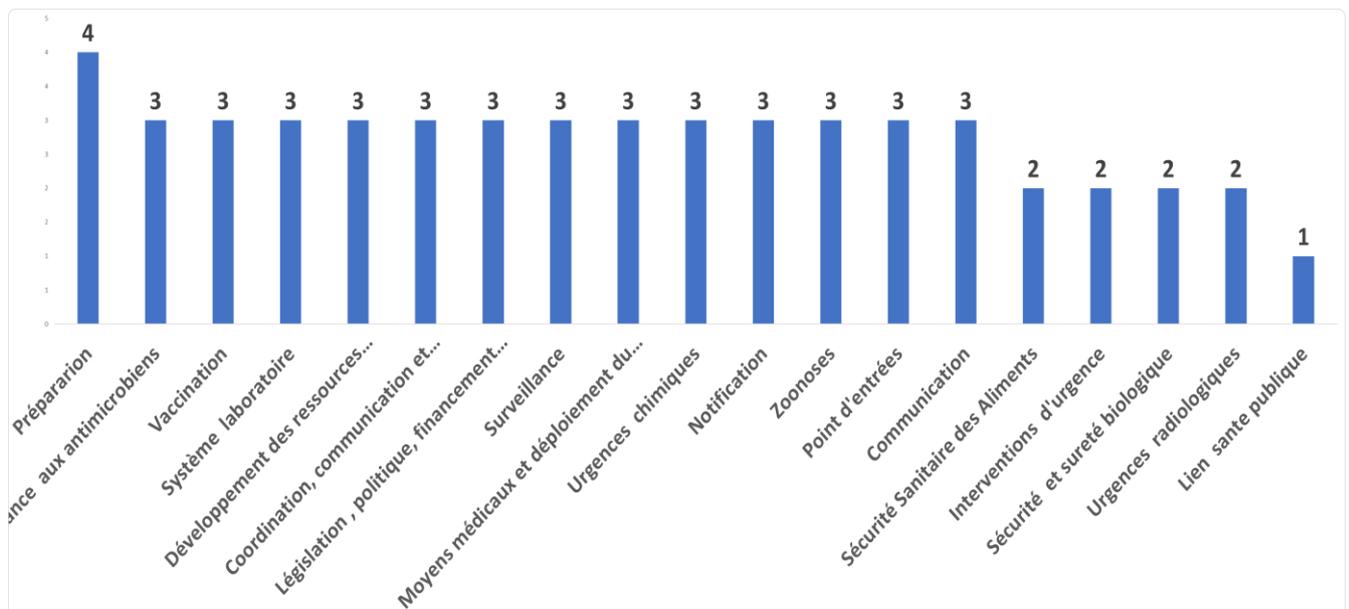
Graphique 1 : État de mise en œuvre des activités du PANSS.

Le PANSS couvre une période de cinq (5) ans, les activités ont été planifiées par domaine technique pour nous permettre d'atteindre le score visé, à l'atelier de cartographie des ressources certains domaines n'avaient pas une grande avancée, il serait important d'orienter nos efforts pour améliorer leur score.



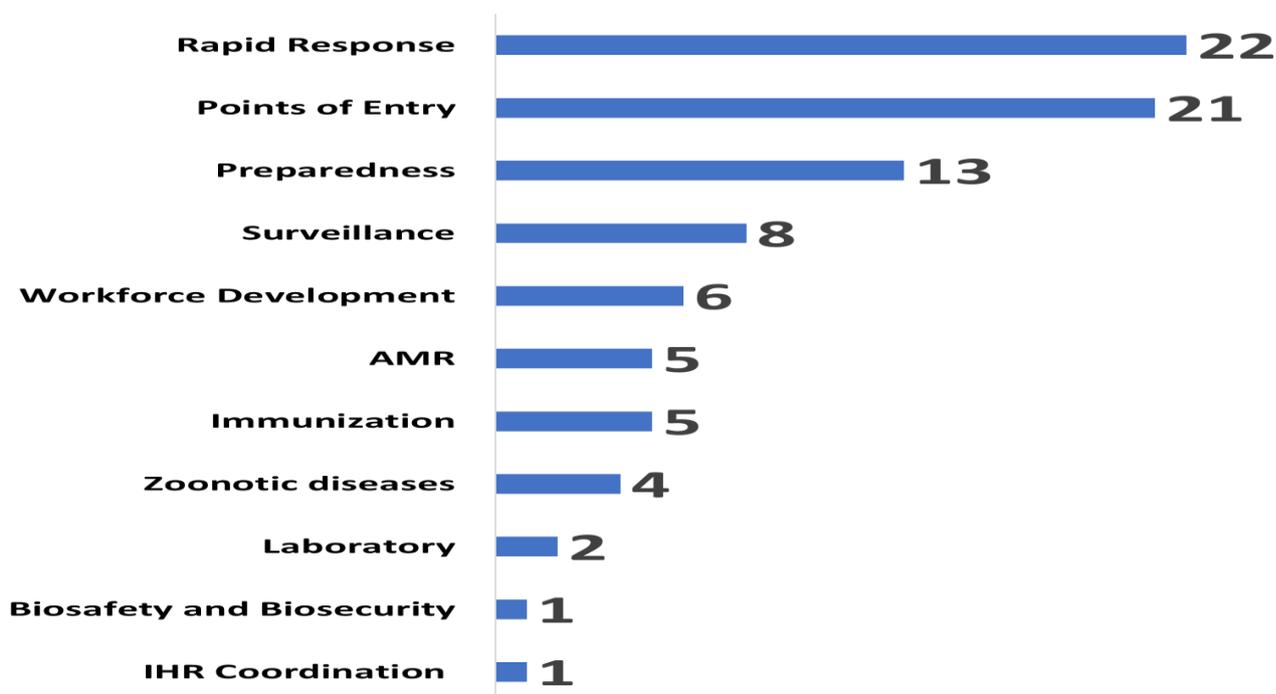
Graphique 2 : Niveau de performance par domaine technique

Chaque domaine technique a priorisé quelques activités planifiées selon leur pertinence pour améliorer son score, au total cinquante-deux (52) activités prioritaires ont été répertoriées.



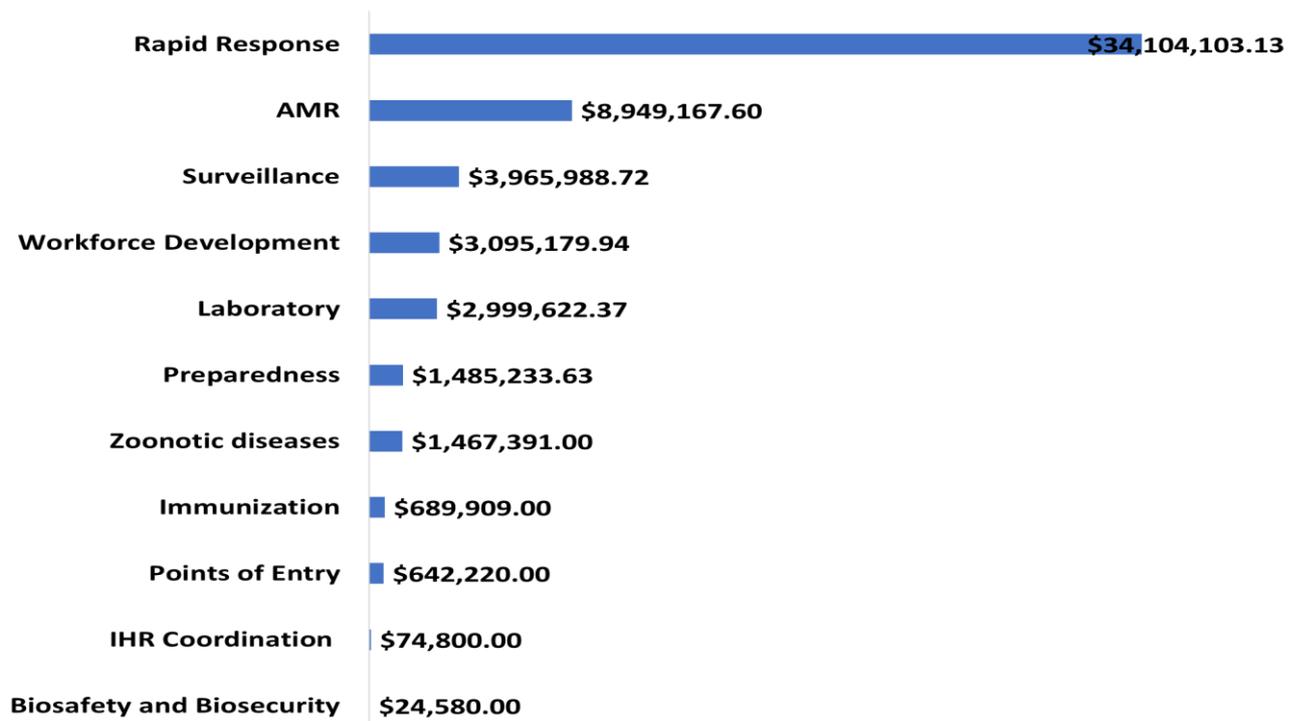
Graphique 3 : Nombre d'activités prioritaires par domaine technique

Certaines activités sont réalisées par les partenaires et le gouvernement dans les différents domaines techniques, mais le contact reste le même les efforts restent toujours orientés vers la riposte et moins d'activités réalisées dans la préparation.



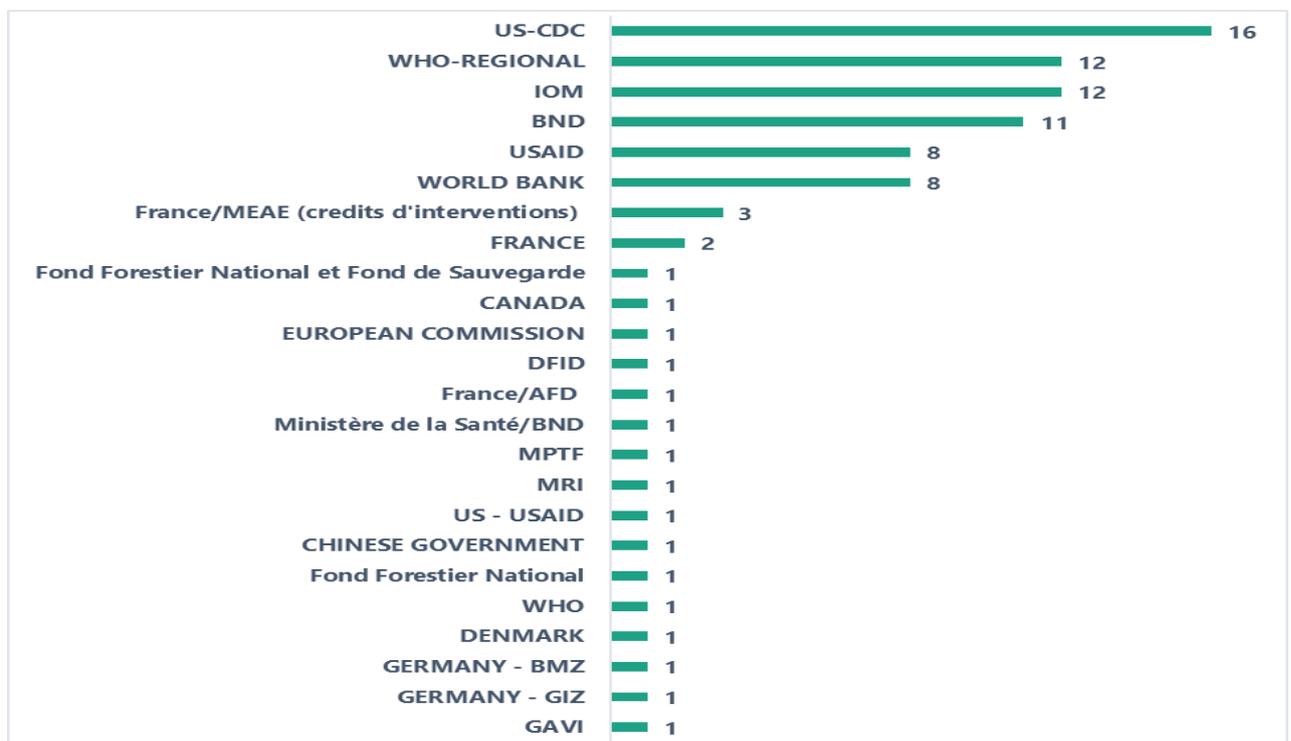
Graphique 4 : Nombre d'activités réalisées par le gouvernement et les partenaires par domaines technique

Les activités réalisées selon les sources de financement ont été financé à une hauteur de \$ 57498195 après la cartographie des interventions par domaine technique.

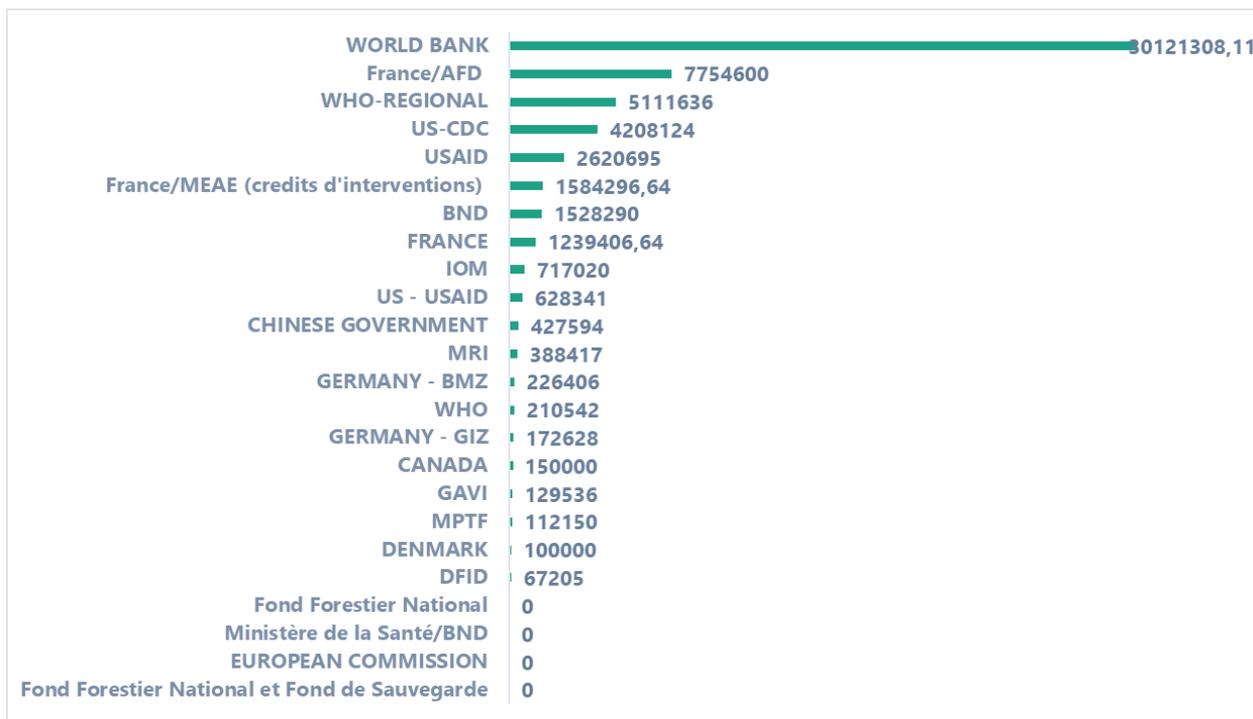


Graphique 5 : le montant financé par domaine technique

Beaucoup d'intervention ont été menées dans le cadre du RSI et de la sécurité sanitaire avec le gouvernement et les partenaires.

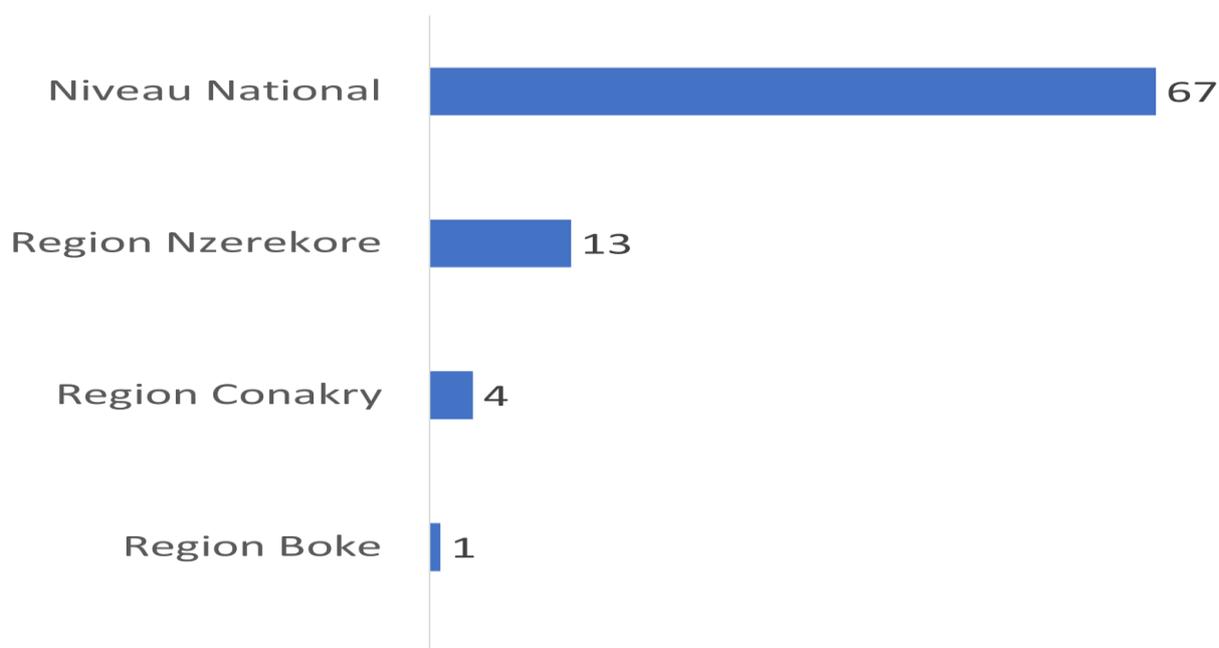


Graphique 6 : Nombre d'activités réalisées par les parties prenantes dans la Sécurité Sanitaire.



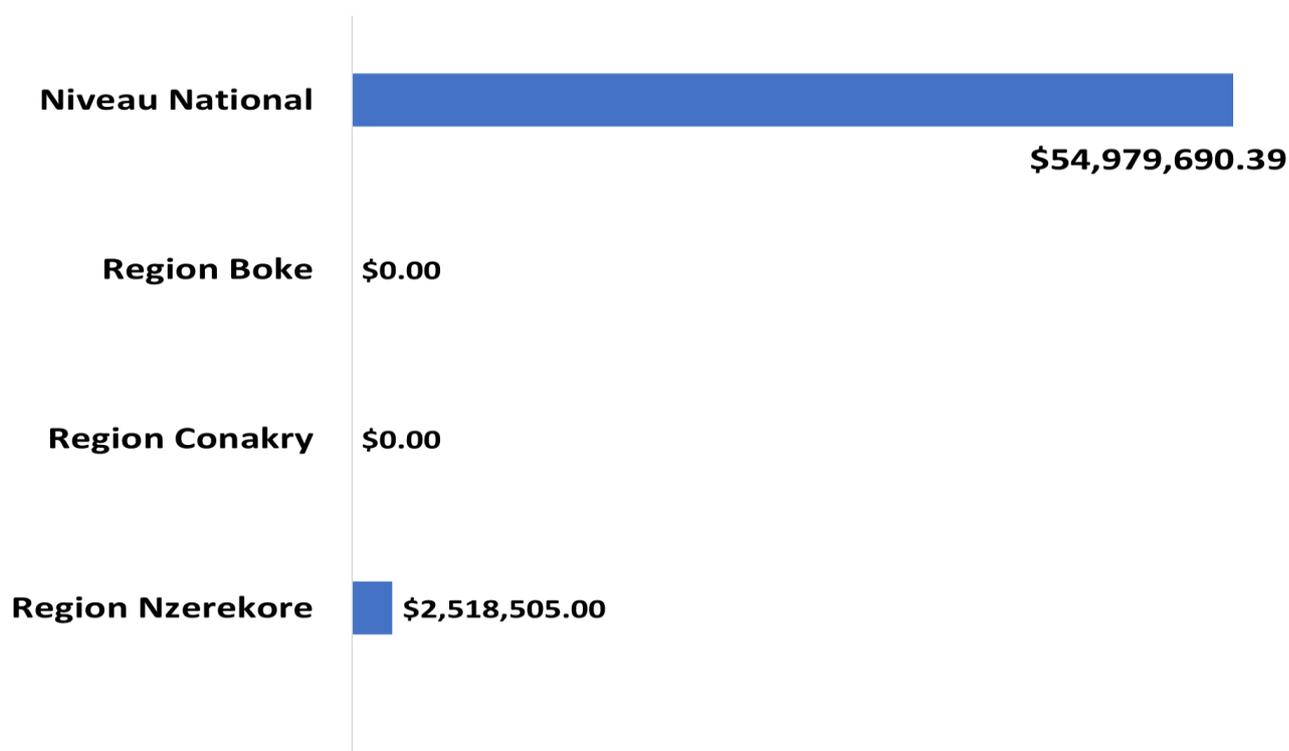
Graphique 7 : Le montant investi par partenaire pour le RSI et la Sécurité Sanitaire

Les partenaires ont investi dans la réalisation des activités du RSI et de la Sécurité Sanitaire à différent niveau selon le besoin.



Graphique 8 : Le nombre d'intervention par niveau

Chaque niveau a bénéficié d'un montant selon les activités planifiées, nous pouvons constater que la majorité des investissements est orientée au niveau national.



Graphique 9 : Le montant investit par niveau

Après avoir répertorié les besoins, voici quelques-uns après priorisation des activités par domaine technique :

- Examen de la législation nationale
- SOP et directives du point d'entrée
- Évaluation en laboratoire
- Formation sur la résistance aux antimicrobiens
- Élaboration d'un plan de surveillance zoonotique
- Formation aux outils de supervision de laboratoire
- Formation à la surveillance environnementale
- SOP pour la transmission des données de surveillance
- Formation des agents sur l'inspection des viandes et la surveillance des maladies

V- RECOMMANDATIONS

➤ **Gouvernement :**

- Discuter avec l'OMS de la possibilité de mobiliser une assistance technique à travers le Global Strategic Preparedness Network (GSPN) pour la mise en œuvre des activités prioritaires du PANSS ;

- Utiliser l'outil de cartographie des ressources pour suivre les progrès du PANSS et analyser l'impact, et discuter des résultats lors de réunions régulières ;
- Disposer de l'acte nominatif des points focaux ;
- Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre de activités prioritaires du PANSS ;
- Organiser une rencontre par pilier avec le Ministère de la Santé ;
- Renforcer la collaboration multisectorielle
- Faire jouer la plateforme le rôle de secrétariat pour la mise en œuvre des recommandations ;
- Mettre à jour la liste des maladies prioritaire ;
- Mettre en place un comité multisectoriel et multidisciplinaire pour le suivi de la mise en œuvre des activités prioritaires du PANSS
- Renforcer le mécanisme de coordination pour optimiser les ressources dans la mise en œuvre du PANSS ;
- Faire signer l'acte conjoint de désignation des points d'entrée officiels au regard du RSI ;
- Créer un cadre législatif sur la gestion et prise en charge des urgences radiologique et nucléaire ;
- Recruter 1200 agents au compte de l'élevage ;
- Veiller à la rencontre périodique (tous les 3 mois à 6 mois) entre les différents points focaux pour le suivi de la mise en œuvre des activités ;
- Accélérer l'inter opérabilité entre le DHIS2 et EMA-i
- Finaliser l'adhésion de la Guinée à l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique)

➤ **Gouvernement, l'OMS et ses partenaires :**

- Utiliser les données REMAP pour accélérer la collaboration afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des activités prioritaires du Plan d'Action National de Sécurité Sanitaire (PANSS).

➤ **OMS :**

- Aider la Guinée à mettre à jour périodiquement la cartographie des ressources aux niveaux national et décentralisé.
- Former les points focaux nationaux à l'utilisation et à la mise à jour de l'outil REMAP.

VI- PROCHAINES ETAPES

- Le pays doit partager la cartographie avec d'autres partenaires techniques et financiers pour collecter des informations sur leur niveau de ressources pour le PANSS ;
- Le pays doit mettre à jour l'outil avec le soutien de l'OMS pour saisir les informations provenant d'autres partenaires ;

- Les données REMAP seront validées et publiées sur le portail de partenariat stratégique de l'OMS (portail SPH), qui sera utilisé pour le partage d'informations et comme plate-forme de collaboration et de plaidoyer pour faire avancer la mise en œuvre du PANSS de la Guinée. [https : //extranet.who.int/sph/](https://extranet.who.int/sph/)

VII- ANNEXES

[Document final\Guinea Priority list of activities.xlsx](#)

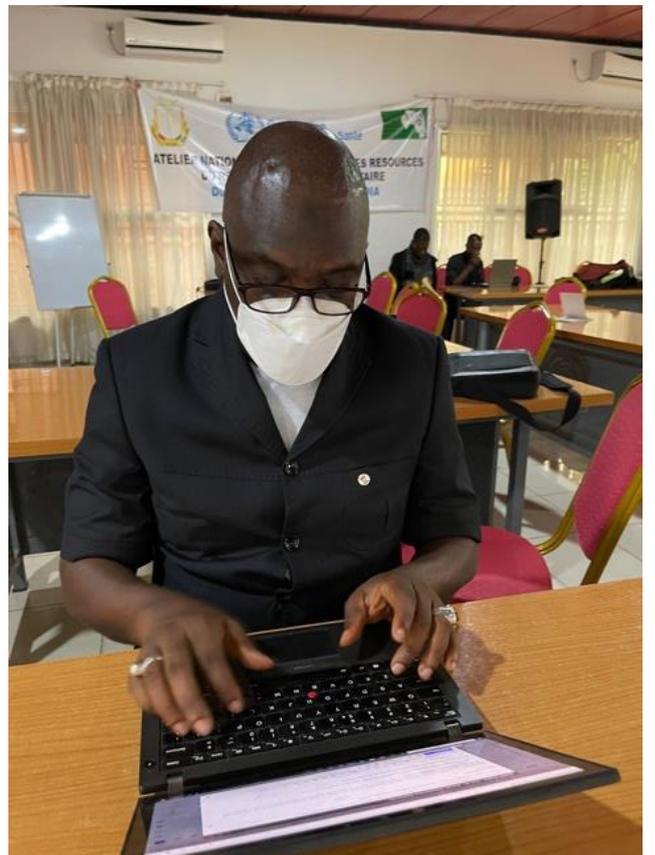
[Document final\Guinea Priority list of activities \(1\).xlsx](#)

[Document final\Dashboard Template July 31 2021 Guinea Updated \(3\).xlsm](#)

[Document final\Agenga GUINEE - Copy \(1\).docx](#)



Collecte de données



Collecte de données

Atelier de mobilisation des ressources



Ouverture officielle de l'atelier



Collecte de données



Atelier de mobilisation des ressources



Collecte de données

Atelier de mobilisation des ressources



Collecte de données



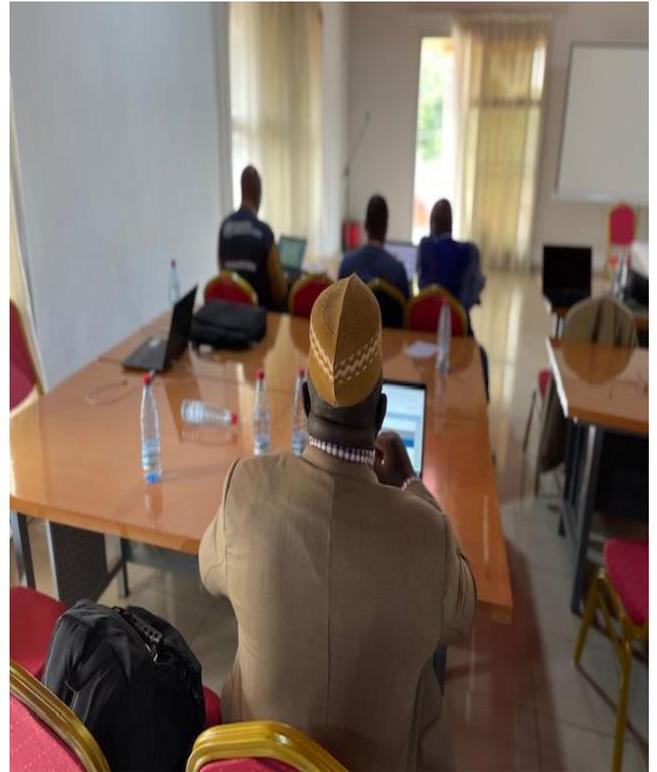
Collecte de données



Collecte de données



Collecte de données



Collecte de données



Atelier de mobilisation des ressources

La liste des participants à l'atelier national de cartographie des ressources du RSI et de la sécurité sanitaire

1	M. TRAORE	Jean	Communication/ANSS	621821323	Jean.traore@annsguinee.org
2	Dr BALDE	Mamadou Oury	Medecin/OMS	624828104	mbalde@who.int
3	Dr CAMARA	Thiany	Chef Dep logistique/ANSS	622332748	Crathia2014@gmail.com
4	M. DIALLO	Mamadou Diawo	Admin; Financier	622816830	Diawodiallo1@gmail.com
5	Dr TOURE	Yakaria	Chef. COUS-SP	620521832	Yakariatcou2025@gmail.com
6	Dr DADO	Moustapha	Coord. Nat/ PEV	622931718	Dabo.gnara@gmail.com
7	Dr DIALLO	Abdoubacar	DNSV	622545381	abdoulayeveto@gmail.com
8	COI. SOW	Bhoye	DGA/OGPR/MEEF	625595385	sowboye@gmail.com
9	Dr CAMARA	Lamine	Chef. division	628781157	Lamine3856@gmail.com
10	Dr DIALLO	Mamadou Saliou	C/ comm. DNSV	628483772	saliouveto@gmail.com
11	Dr BEAVOGUI	Michel Bossou	Point focal zonose/elevage	623818130	Beamichel68@gmail.com
12	Dr GBAMOU	Nououn	Coord. FETP	628578861	Gbamougb76@gmail.com
13	Mme KONAN	Nathalie	Point Focal/Environnement	622475399	Andohkoffi3@gmail.com
14	Dr TOURE	Fana	Point Focal point d'entre/OIM	622736256	Ftoure.@oim.int

15	Dr KOUROULMA	Fassou	Charge d'étude/elevage	622338375	fassoukourouma@gmail.com
16	M.GUILAVOGUI	Zeze Alexis	IRE/KINDIA	628508696	alexiszezeguilaovogui@gmail.com
17	Dr KEITA	Lamine	Chef unite/Gest. données/ANSS	620236853	Badalamine.2@gmail.com
18	Dr KOUYATE	Fanta Mady	Chargé d'étude	622204401	Kouyatefanta12@gmail.com
19	Dr FELEMOU	Gnakoye	Coord. projet	628260178	gnakoye.felemou@expertisefrance.fr
20	Dr DIALLO	Alpha Ahmadou	PF/PS	622251317	dalpham@yahoo.fr
21	M, SANKHON	Mohamed	Communication/OMS	624738026	mohamedsankhon@yahoo.fr
22	Dr BARRY	Ahmadou	DPC/OMS	622729221	abarry@who.int
23	Dr DIALLO	Kadiatou	PF. Labo/ANSS	620634403	Diallokadiatou56@gmail.com
24	Dr GODJEDO	Primous	Consultant /OMS/AFRO	+001772867039	godjedot@who.int
25	Pr. DIAKITE	Mandjou	DNL	628357282	mandioud@yahoo.fr
26	Dr MAGASSOUBA	N'Faly	Directeur Labo	622396760	Cmagassouba01@gmail.com
27	Dr HIDARA	Mory cherif	CNFRSR/Maferinyah	623469699	mchaidara@maferinyah.org
28	Dr DIANE	Sékouna	NPO/OMS/KINDIA	621217668	dianesekouna@gmail.com

